

# **DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DU CANTAL**

Aurillac, le 12 juin 2010

## **RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

**OBJET :** - Arrêté complémentaire portant sur :  
- L'application de la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (dite directive IPPC)  
- La mise à des activités exercées au regard de la nomenclature des ICPE et des prescriptions de l'arrêté d'autorisation initial suite aux évolutions réglementaires intervenues depuis.

**SOCIETE FROMAGERE DE RIOM - 15400 RIOM ES MONTAGNES**

### **I – PRESENTATION DE L'EXPLOITATION**

La Société Fromagère de Riom est rattachée commercialement à la division LACTALIS AOC, structure spécialisée en AOP. Elle comporte 2 sites localisés à Riom-ès-Montagnes et Allanche (à 30 km de Riom-ès-Montagnes). Le site de Riom es Montagnes, qui emploie environ 170 personnes, s'étend sur une superficie de 5.5 Ha

La Société Fromagère de Riom fabrique et affine des fromages d'Appellation d'Origine Protégée : Bleu d'Auvergne, Cantal et Saint-Nectaire. Le St Nectaire et le Fromage à tartiflette sont fabriqués sur le site d'Allanche et ensuite affinés et conditionnés sur le site de Riom.

Elle conditionne également le Bleu des Causses, le bleu de brebis « Lou Perac », le bleu « Président » ainsi que des fromages frais-emballés issus de Riom et d'autres sites de la division Lactalis AOC : Fourme d'Ambert, Fourme de Montbrison, Ossau Iraty, P'tit Basque.

Enfin, la Société Fromagère de Riom intègre une plate-forme logistique où transitent d'autres fromages du groupe Lactalis.

Le volume de lait collecté est de 82 millions de litres de lait de vache par an .

480 producteurs sont concernés, sur le Cantal, le Puy-de-Dôme, les bordures Corrèze et Lot, le Nord Aveyron

### **II – STATUT JURIDIQUE ET ACTIVITES EXERCEES**

Sur un plan administratif, il s'agit d'un établissement soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (code de l'environnement livre V, Titre I). Le site est soumis au régime de l'autorisation et dispose actuellement d'un arrêté préfectoral d'autorisation régissant son fonctionnement en date du 13 mars 1995, pour une capacité de traitement maximum de 604 500 l/j. 3 arrêtés préfectoraux complémentaires sont venus depuis modifier l'autorisation initiale.

Cet établissement relève également de la Directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la Prévention et à la Réduction Intégrées de la Pollution (dite Directive IPPC), sa capacité de traitement étant supérieure à 200t/j, seuil de classement fixé par cette directive.

Les activités classables sont aujourd'hui les suivantes :

Numéro	Désignation des activités	A D C NC	R	Volume
1432 2-b	Stockage de liquides inflammables	NC		7,9 m <sup>3</sup> eq
1434 1- b	Distribution Liquide inflammable Supérieur ou égal à 1 m <sup>3</sup> /h, mais inférieur à 20 m <sup>3</sup> /h	DC		1 distributeur de gazole débit 5 m <sup>3</sup> /h unitaire
1530 - 2 *	Bois, papier, carton, ou matériaux combustibles analogues y compris les produits conditionnés (dépôt de) à l'exclusion des établissements recevant du public Supérieur à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup>	D		1 100 m <sup>3</sup>
2230-1	Lait (réception, stockage, traitement, transformation, etc. du) ou des produits issus du lait  La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant supérieure à 70 000l/j	A	1	Lait réceptionné et lait traité (fabrication de fromages)  Capacité totale : 604 500 l/j
2910-A 2	Combustion Supérieure à 2 MW et inférieur à 20 MW	DC		1 chaudière vapeur : 2.84 MW 1 chaudière vapeur : 4.1 MW 1 chaudière eau chaude : 232.6 kW Puissance totale installée 7.2 MW
2920 2-b	Réfrigération ou compression (installations de fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa. Dans tous les autres cas si la puissance absorbée est supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	D		Installations frigorifiques utilisant des freons R22,a.....343 kw  Installations de production d'air comprimé .....110 kW  Puissance absorbée : 408 Kw
2921-1-b	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) Lorsque l'installation n'est pas de type « circuit primaire fermé » et que la puissance thermique évacuée maximale est inférieure à 2 000 kw. 1 TAR d'une puissance de 1 379 kw.	D		Puissance thermique totale évacuée 1 379 kw
2921 - 2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé ». 1 TAR d'une puissance de 1 206 kw.	D		Puissance thermique totale évacuée 1 206 kw

\* Nouvelle activité déclarée en date du 25 mars 2009.

### III - APPLICATION DE LA DIRECTIVE 96/61/CE DU 24 SEPTEMBRE 1996 RELATIVE A LA PREVENTION ET A LA REDUCTION INTEGREES DE LA POLLUTION (DITE DIRECTIVE IPPC)

#### I Eléments du Contexte

La directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction de la pollution dite « directive IPPC » est entrée en vigueur le 30 octobre 1999 pour les installations nouvelles qui y sont soumises. Un délai d'application de huit ans a été accordé aux Etats membres pour la mise en conformité des installations existantes (celles qui ont fait l'objet d'une autorisation d'exploiter avant le 30 octobre 1999) qui s'est terminé le 30 octobre 2007.

Cette directive s'applique aux installations industrielles et agricoles les plus importantes selon les seuils définis par celle-ci.

La France a prévu que le réexamen de l'arrêté préfectoral d'autorisation de ces installations à la lumière des exigences de la directive IPPC, se fasse sur la base du bilan de fonctionnement prévu par l'arrêté du 29 juin 2004.

La Société Fromagère de Riom aurait du fournir ce bilan au 31 décembre 2005 : celui-ci a été déposé incomplet le 29 mars 2006. Suite à une erreur de transcription de la Directive IPPC en droit national, l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 ne lui a plus été applicable, et le complément demandé n'a pas été fourni par l'exploitant. L'arrêté ministériel du 18 février 2009 est venu corriger cette erreur et l'établissement avait alors 6 mois pour déposer ce bilan qui a été produit et complété le 27 août 2009 et le 10 juin 2010.

#### II Contenu du bilan de fonctionnement

Celui-ci est défini par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004.

Dans son bilan, l'exploitant doit présenter de manière détaillée les techniques de production mises en œuvre dans l'installation, ainsi que les techniques de réduction d'émission, et de les comparer avec les performances des meilleures techniques disponibles, décrites notamment dans les documents BREF (Best available techniques REFerence documents) et faire des propositions d'évolution afin de s'inscrire dans la démarche de progrès de la directive.

La généralisation des MTD dans les plus grosses installations industrielles et agricoles vise à une réduction des rejets dans l'air, dans l'eau et de la consommation d'eau et d'énergie dans celles-ci.

L'analyse de ce bilan par l'inspection des ICPE est proportionnée aux enjeux environnementaux en considérant le bénéfice environnemental par rapport au coût de la mise en place des MTD

#### III Le bilan présenté par la Société Fromagère de Riom

D'après le bilan produit, la Société Fromagère de Riom applique la plupart des meilleures techniques disponibles.

Pour celles qui ne sont pas encore en place, la Société Fromagère de Riom s'engage sur les points suivants :

- Acquisition de produits absorbants.
- Réalisation d'une étude concernant l'ajustement du fonctionnement du système de refroidissement d'eau destiné à éviter les refoulements dans la tour de refroidissement
- Produire une étude pour automatiser les purges sous pression sur les chaudières en vue de diminuer la consommation énergétique et d'eau.

- S'agissant des rejets aqueux, respecter les valeurs limites d'émissions du BREF FDM, de l'article 32 de l'Arrêté Ministériel du 02 février 1998 susvisé ainsi que les objectifs de qualité de la Véronne. La Société Fromagère de Riom propose d'appliquer les normes de rejets suivantes :

Paramètres		Normes rejets	
Volume en m <sup>3</sup> /j		800	
PH		Compris entre 5.5 et 8.5	
Température		Inférieure à 30 C°	
		Concentration en mg/l	Charges en Kg/jour
DCO (sur effluent non décanté)		125	100
DBO5 (sur effluent non décanté)		25	20
MES		30	24
NTK		20	16
NH4+		5	4
PT	Etiage (Q Véronne < 500l/s)	2	1,6
	Hors Etiage (Q Véronne > 500l/s)	6	4,8

Elle s'engage à suivre le débit de la Véronne à Riom Es Montagnes (station de mesures P055010) hebdomadairement via le site Internet de la banque hydro (<http://hydrofrance.com>) afin de déterminer les valeurs limites de rejet applicables sur le paramètre phosphore.

Il convient de noter que les normes de rejet proposées pour les paramètres P et N ne respectent pas les valeurs limites d'émission prévue par le BREF FDM qui sont de 0,4 à 5 mg/l pour le P et 10 mg/l pour l' N. Toutefois, celui-ci précise également qu'il n'est pas toujours possible ou rentable d'atteindre les niveaux indiqués d'azote totale et de phosphore total. S'agissant de la Société Fromagère de Riom, l'exploitant a fourni dans son dossier un argumentaire technique justifiant qu'il ne pourrait pas respecter le niveau exigé pour l'N : la norme de 20 mg/l qu'il propose sera donc retenue pour ce paramètre dans le projet d'arrêté qui vous est proposé, pour une charge rejetée à 16 kg/j. Concernant le P, les niveaux proposés par l'exploitant étant très proches des niveaux exigés, celles-ci paraissent acceptables à l'inspection des installations classées et sont donc retenues dans le projet d'arrêté qui vous est proposé. Consulté au titre de la Police de l'Eau, la Direction Départementale des Territoires – Service Environnement - émet un avis favorable concernant la mise en œuvre des normes de rejet proposées et notamment celle concernant le phosphore en fonction du débit de la Véronne, dès la délivrance de l'autorisation.

#### IV – EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES ET MISE A JOUR DES PRESCRIPTIONS

##### I Evolutions réglementaires

-L'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées s'applique à la Société Fromagère de Riom. Il impose la réalisation d'une analyse du risque foudre, d'une étude technique et la mise en place des équipements nécessaires à la protection contre la foudre, avant le 01 janvier 2012 . Les prescriptions prévues à ce sujet dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2004 sont abrogées et remplacées par ces nouvelles obligations

-L'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 est venu définir les prescriptions applicables aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration : l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 février 2004 à ce sujet peut donc être abrogé.

##### II Mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation

-Le rythme de l'autosurveillance portant sur les rejets liquides est le suivant : revu afin d'harmoniser avec les autres industries laitières du département.( DBO<sub>5</sub> :analyses mensuelles au lieu de trimestrielles)

-Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 1997 (concernant la défense incendie) sont rédigées d'une façon plus générale en reprenant les dispositions du Code du Travail . Il est demandé de plus à l'exploitant de disposer d'un dispositif d'alarme général destiné à alerter le

personnel en cas de nécessité d'évacuation rapide, compte-tenu de la configuration des locaux. Ces dispositions ont été élaborées en concertation avec le SDIS.

-Les prescriptions relatives à l'épandage seront reprises intégralement de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

- Le projet d'arrêté reprend également de façon exhaustive les dispositions générales auxquelles sont assujetties les industries du département .

#### **V - CONCLUSION DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Au vu des éléments apportés par le bilan de fonctionnement, je propose de retenir les prescriptions suivantes assorties dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire que je sou mets à l'approbation des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques :

- Acquisition de produits absorbants.
- Réalisation d'une étude concernant l'ajustement du fonctionnement du système de refroidissement d'eau destiné à éviter les refoulements dans la tour de refroidissement.
- Réalisation d'une étude portant sur l'automatisation des purges sous pression des chaudières afin de diminuer la consommation énergétique et d'eau.

Cet arrêté complémentaire reprend également la liste à jour des activités classables exercées par la Société Fromagère de Riom, et met à jour un certain nombre de prescriptions afin de tenir compte des évolutions réglementaires et, s'agissant de prescriptions générales, dans un soucis de rédaction harmonisée pour toutes les industries du département.

L'Inspecteur des Installations Classées

